

AUSTRALIE, UNE NOUVELLE STRATÉGIE DE PUISSANCE MOYENNE

[Tanguy Struye de Swielande](#), [Bruno Hellendorff](#), [Alexia Honoré](#)

Institut français des relations internationales | « [Politique étrangère](#) »

2015/1 Printemps | pages 117 à 128

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365673532

DOI 10.3917/pe.151.0117

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2015-1-page-117.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

© Institut français des relations internationales. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Australie, une nouvelle stratégie de puissance moyenne

Par Tanguy Struye de Swielande, Bruno Hellendorff et Alexia Honoré

Tanguy Struye de Swielande est professeur en relations internationales à l'université catholique de Louvain. **Bruno Hellendorff** est chercheur au Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) et doctorant à l'université catholique de Louvain. **Alexia Honoré** est doctorante à l'université catholique de Louvain.

La nouvelle configuration asiatique suggère à Canberra de faire de sa stratégie extérieure de puissance moyenne un instrument nouveau au service de sa sécurité et de la stabilité régionale. Redéfinition des partenariats prioritaires (Chine, États-Unis, etc.), rapprochement vis-à-vis des puissances voisines (Indonésie, Japon, Corée du Sud, etc.), renforcement des moyens d'intervention et de défense : une nouvelle politique se définit pour assurer à l'Australie une place inédite dans son environnement.

politique étrangère

L'Australie a une superficie de plus de 7,5 millions de kilomètres carrés, qui en fait le 6^e plus grand pays du monde, juste après le Brésil. Ce vaste État, qui ne compte que 22,5 millions d'habitants, a une population relativement jeune. Sa santé économique peut être qualifiée de saine et dynamique : il est la 13^e économie mondiale, avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant de près de 58 000 dollars américains. Bien que confronté à quelques difficultés économiques depuis 2013, il a connu plus de 20 années de croissance soutenue, avec un taux moyen de 3,5 %. À la marge d'un monde asiatique en mouvement, l'Australie s'est vue contrainte de transformer sa position d'extériorité en une politique d'action et d'engagement dans son voisinage, en vue de se tailler une place dans ce que Canberra pense devoir être « le siècle asiatique »¹. Dès lors se pose la question de la stratégie du pays pour affirmer son intérêt national, vis-à-vis de son voisinage mais aussi des transformations plus larges du système international.

L'Australie poursuit une politique étrangère réaliste et libérale, caractéristique des puissances moyennes « traditionnelles ». Sa dimension libérale

1. Nous faisons référence au Livre blanc australien intitulé *Australia in the Asian Century*, 2012.

renvoie aux normes et valeurs qu'elle défend, comme la démocratie ou les droits de l'homme, ainsi qu'aux institutions internationales et régionales soutenues par Canberra. Sa dimension réaliste est concrétisée par l'alliance entre l'Australie et les États-Unis au travers du traité ANZUS², par quelques relations bilatérales déterminantes et par les capacités militaires dont le pays dispose en propre. L'articulation de ces deux dimensions dans la politique étrangère australienne varie, notamment en fonction des alternances politiques à Canberra. Sous le travailliste Kevin Rudd (2007-2010), l'administration australienne a considérablement investi dans la dimension libérale – chantier poursuivi, quoiqu'en pointillé, avec Julia Gillard (2010-2013). L'élection de Tony Abbott en septembre 2013, qui marque le retour des conservateurs de la coalition libérale-nationale, s'est rapidement traduite par un retour aux canons réalistes en politique étrangère. Une certaine continuité existe néanmoins, que l'on peut attribuer non à une « grande stratégie » clairement énoncée mais à un consensus autour des principaux défis auxquels fait face l'Australie (et d'abord celui de son intégration à son voisinage asiatique) et des moyens dont elle dispose. Plus que d'une stratégie, il est donc ici question d'une posture, que les derniers gouvernements ont cherché à formaliser au travers de différents documents cadre.

Le défi de la géographie

L'Australie bénéficie d'un accès direct aux océans Indien et Pacifique, au croisement de lignes de démarcation géopolitiques d'importance croissante (Chine au nord, États-Unis à l'est, Inde à l'ouest), ainsi que d'un statut d'île-continent, ne partageant aucune frontière terrestre avec ses voisins.

La géographie a joué un rôle déterminant dans l'histoire de l'Australie et dans sa construction identitaire. Avec la montée en puissance de l'Asie, elle gagne plus encore en importance dans le débat stratégique australien. Le monde asiatique n'est plus un environnement hostile mais une source d'opportunités. Le document *Australia in the Asian Century* met ainsi l'accent sur cette nouvelle réalité : « L'Australie se situe au bon endroit au bon moment – dans la région asiatique durant le siècle asiatique³. » La distance qui sépare l'Australie du continent n'est plus une garantie de sécurité à renforcer, c'est un défi à surmonter. Comme Melissa Conley-Tyler nous le rappelle : « Entre 2000 et 2011, le commerce de l'Australie avec l'Asie en termes de biens et de services a augmenté de 80 %. Les 10 premiers partenaires commerciaux de l'Australie en termes d'échanges bilatéraux en 2011 incluaient 7 pays asiatiques, menés par la Chine avec 20 % du

2. L'Australia, New Zealand, United States Security Treaty est une alliance militaire signée en 1951 entre ces trois pays (NDLR).

3. *Australia in the Asian Century*, op. cit., p. 1.

commerce australien en termes de biens et services. Il est prévu que vers 2025, un tiers du PIB australien proviendra d'Asie⁴. »

Fondant sa sécurité sur son alliance avec les États-Unis, l'Australie est toujours confrontée, quoiqu'en des termes différents, à son éternel dilemme géographique : comment s'assurer du soutien d'une puissance lointaine pour se prémunir de dangers proches ? Il incombe donc à Canberra, en plus de ces choix stratégiques et des adaptations d'alliance qu'imposent les réalités internationales, de gérer la constante oscillation entre une histoire commune avec les États-Unis et l'Europe, et la réalité proche de son environnement asiatique.

Chine - États-Unis : une politique d'équilibrisme

Dans un jeu international où les deux principaux partenaires dont elle dépend pour sa sécurité et sa prospérité représentent à la fois les plus importants protagonistes du système international contemporain et deux puissances géopolitiquement rivales, la stratégie de l'Australie doit être subtile.

Celle-ci s'est liée aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale, *via* la signature du traité ANZUS – le rejet du nucléaire par la Nouvelle-Zélande en 1984 ayant mené à sa suspension. Washington prend ainsi le relais de la Grande-Bretagne comme puissance « protectrice » de l'Australie. En faisant de cette alliance le pilier de sa sécurité, Canberra prolonge et transforme une composante majeure de sa tradition stratégique : elle conserve le principe d'une « puissance tutélaire » en l'adaptant à la réalité des rapports de force actuels. L'Australie bénéficie⁵ de ce choix, notamment grâce à son statut de seule démocratie « occidentale » du Pacifique. Ces bénéfices sont aujourd'hui consolidés par de nouveaux accords⁶, et grâce au réinvestissement américain dans le Pacifique occidental mené sous le label d'une stratégie de « rééquilibrage » ou « pivot ».

En effet, l'Australie représente un partenaire clé pour Washington dans son ambition de maintenir une *pax americana* dans le Pacifique, sur la base

4. M. Conley-Tyler et M. Feng, « The US Pivot and Australia: Being in the Middle », *The National Strategy Forum Review*, printemps 2013, vol. 22, n° 2, p. 2.

5. En termes de garantie stratégique (parapluie nucléaire notamment), d'accès aux décideurs américains, d'accès à des informations de première importance (coopération très poussée dans le domaine du renseignement), d'accès aux sciences et technologies avancées dans le domaine de la défense, et plus récemment, d'accès au marché américain.

6. En 2014, Darwin accueillera (sur base d'une rotation, et non d'une présence permanente) jusqu'à 1 150 marines, et jusqu'à 2 500 en 2017. En outre, Washington s'intéresse aux îles Cocos et à la ville de Perth (base navale de Stirling) pour renforcer ses positions dans l'océan Indien.

de ce que l'on a appelé le « système de San Francisco ». Ce système a fourni les assurances (stabilité régionale, garantie de la liberté de navigation, protection des routes maritimes) nécessaires au développement du commerce et de la prospérité de l'Australie, qu'elle n'aurait pu défendre seule. Cet état de fait a toujours été perçu par Canberra comme une obligation de lier son sort à la puissance maritime globale, pour inciter cette dernière à défendre ses abords et intérêts maritimes. Comme indiqué dans le Livre blanc sur la défense de 2013: « L'alliance de l'Australie avec les États-Unis est au cœur de notre approche de sécurité nationale et apporte une contribution majeure à la sécurité et la stabilité régionales⁷. » Ces intérêts partagés, et les incertitudes d'une éventuelle alternative (sino-centrée) à ce système, assurent pertinence et longévité au partenariat américano-australien.

D'autre part, c'est bien la Chine qui a le plus contribué, directement – par le commerce et les investissements – et indirectement – *via* l'impact de sa consommation de biens primaires sur les prix des ressources naturelles, qui représentent une part importante des exportations australiennes –, à la

La Chine, partenaire de croissance

croissance économique australienne ces dernières années. Pékin et Canberra ont construit un partenariat productif, qui s'est développé en une relation commerciale complémentaire – à hauteur de 142 milliards de dollars australiens en 2013 (100 milliards en exportations et 42 milliards en importations). L'accord de libre-échange conclu avec la Chine en novembre 2014 confirme les priorités économiques australiennes. Ces échanges ont pris une ampleur telle que l'Australie partage avec la plupart de ses voisins du Sud-Est asiatique le douteux privilège de ne plus seulement profiter du commerce avec la Chine, mais d'en dépendre.

Face à cette réalité, Canberra a saisi l'importance d'équilibrer ses deux relations majeures pour défendre au mieux ses intérêts. Sa politique se veut nuancée et pragmatique, l'Australie participant par exemple aussi bien aux négociations commerciales autour du Trans-Pacific Partnership (TPP) qu'à celles du Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP), pourtant concurrentes. Mais cet équilibre peut aussi prendre la forme d'un dilemme : l'impossibilité dans laquelle elle se trouve de faire un choix entre ses deux partenaires implique qu'elle est, en quelque sorte, otage de la bonne santé des relations sino-américaines. Or cette bonne santé dépend d'un rapport de force dont les mutations actuelles risquent d'aggraver les termes du dilemme de sécurité régional.

7. *Strong and Secure: A Strategy for Australia's National Security*, Canberra, Department of the Prime Minister and Cabinet, 2013, p. 38.

Un voisinage particulier

Les États du Pacifique représentent pour l’Australie un étranger proche, un « pré carré » dont elle se sent responsable et sur lequel elle entend maintenir une influence au profit de la stabilité – un des principaux objectifs du Livre blanc de 2013. Si la « bonne gestion » de son environnement proche constitue l’objectif de base de sa volonté d’influence comme puissance moyenne, la tâche est aussi difficile qu’importante. Les défis et vulnérabilités sont nombreux dans la région (pauvreté, sécurité énergétique, instabilité politique, problèmes environnementaux, etc.), et peuvent l’inquiéter. La crainte d’un « effet domino » – propagation d’une instabilité d’un archipel à l’autre, et d’un pays à l’autre – consolide à la fois la résolution australienne à lutter contre les États faillis du voisinage et l’importance qu’elle accorde à son rôle de leader dans la sous-région. La plus grande part des relations entre l’Australie et les États insulaires du Pacifique s’exprime par un vaste programme de coopération pour le développement, par des missions d’assistance au service du renforcement de la stabilité politique, par la fourniture de matériel (para)militaire, ainsi que par une présence appuyée au Forum des îles du Pacifique⁸.

L’influence réelle de Canberra sur la trajectoire politique et économique des États du Pacifique, et son statut de partenaire privilégié, sont néanmoins fragilisés par des dynamiques internes à ces États, ainsi que par l’engagement chinois dans la région. Les relations avec la Nouvelle-Zélande sont, elles, plus cordiales, ancrées dans l’histoire récente et dans un héritage politique et culturel commun. Les intérêts et visions stratégiques de Canberra et Wellington se recoupent largement, dans une culture stratégique qu’elles ont chacune forgée sur un substrat anglo-saxon, sur leur géographie, leur caractère insulaire ou les relations particulières qu’elles entretiennent avec les grandes puissances – Chine et États-Unis – et avec leur voisinage commun – îles et États du Pacifique, vis-à-vis desquels les deux pays adoptent une approche similaire. Leurs rapports sont aussi renforcés par l’imbrication de leurs économies et d’importants liens sociétaux. L’Australie fournit enfin à la Nouvelle-Zélande une certaine « couverture » de sécurité, de par ses capacités propres et le traité ANZUS⁹.

C’est néanmoins l’Indonésie qui est le plus important partenaire extérieur de l’Australie, et probablement aussi celui avec lequel les relations sont les plus complexes. La proximité de l’archipel indonésien avec le Nord

8. Ce forum de coopération, créé en 1971, regroupe 16 États de l’Océanie (NDLR).

9. D. McCraw, « Change and Continuity in Strategic Culture: The case of Australia and New Zealand », *Australian Journal of International Affairs*, vol. 65, n° 2, 2011, p. 167-184.

peu peuplé de l'Australie¹⁰ a semblé longtemps suggérer, pour Canberra, une menace à sa sécurité. Au-delà des différences démographiques, culturelles ou religieuses, l'histoire et la politique respectives des deux pays ont un poids que l'évolution de leurs priorités stratégiques et la croissance de leurs liens économiques peinent à faire oublier. Historiquement, l'Australie a craint le développement d'une puissance asiatique hostile à sa porte. La confrontation indonésio-malaisienne (1962-1966) et l'indépendance du Timor oriental (1998-1999) ont ainsi induit quelques tensions

La priorité indonésienne

entre les deux pays, l'Australie n'écartant pas la possibilité d'user de son appareil militaire. Au niveau politique, et depuis la *Revolusi* – lutte pour l'indépendance indonésienne de 1945 à 1949 –, les gouvernements australiens ont constamment placé les relations avec l'Indonésie au premier plan de leurs préoccupations de politique étrangère. Ceci explique l'évolution en dents de scie des relations bilatérales, en fonction d'événements poussant au renforcement de la coopération (soutien australien à l'indépendance indonésienne, aval à l'intervention au Timor, attentats terroristes de Bali, etc.), soit à sa dégradation (critiques officielles en matière de droits de l'homme, scandale des « milliards de Suharto », affaire Snowden, etc.). Aujourd'hui, et compte tenu de la croissance économique et du déploiement stratégique de Djakarta¹¹, il est dans l'intérêt de l'Australie de maintenir les aspects avancés de la coopération existante, et d'approfondir les autres facettes d'un partenariat stratégique complet. Reconnue comme l'une des puissances émergentes asiatiques, l'Indonésie constitue l'une des priorités de la politique étrangère d'Abbott, qui en fit même un slogan de campagne¹².

Outre l'Indonésie, le Japon et la Corée du Sud sont également des partenaires prépondérants de l'Australie. Tokyo a toujours été un partenaire commercial clé, ce que confirme l'accord de libre-échange signé en avril 2014, mais la relation se développe aussi depuis le début des années 2000 en matière de politique étrangère et de sécurité. Cela se traduit par des sommets réguliers (dialogues « 2+2 » réunissant les ministres des Affaires étrangères et de la Défense australiens et japonais), des exercices militaires communs, un partage de renseignements, etc. On mentionnera également l'existence, depuis 2002, d'un dialogue stratégique

10. Environ 144 kilomètres séparent l'île de Roti (au sud-ouest de Timor) et les îles inhabitées Ashmore-et-Cartier (au nord-ouest de l'Australie).

11. Celui-ci se caractérise par le glissement graduel effectué sous la présidence de Susilo Bambang Yudhoyono (2004-2014) d'une politique étrangère discrète, largement centrée sur les enjeux internes, vers une politique étrangère plus active, dirigée vers la consolidation d'un statut international régional dans un premier temps, puis – de plus en plus – mondial.

12. « *Less about Geneva and more about Jakarta* ».

trilatéral entre Canberra, Washington et Tokyo. Julie Bishop, ministre australienne des Affaires étrangères, déclarait même lors de sa visite à Tokyo en octobre 2013 que le Japon était « l'ami le plus proche [de l'Australie] en Asie¹³ ». Le durcissement des tensions entre la Chine et le Japon met toutefois l'Australie sous pression. Tout en renforçant ses liens militaires avec Tokyo, Canberra cherche à apaiser Pékin à travers un approfondissement de leurs relations économiques et un discours rassurant : la bonne entente avec le Japon n'est dirigée « contre personne ». Pour Abbott, « on ne gagne pas de nouveaux amis en perdant les anciens ». Si la relation avec la Corée du Sud est plus récente que celle qui unit Canberra et Tokyo, elle n'en est pas moins en pleine expansion. Depuis 2013, les deux pays organisent eux aussi des réunions « 2+2 » et approfondissent leur collaboration militaire, en bilatéral comme au travers d'exercices multilatéraux – tel le *Rim of the Pacific Exercise* (RIMPAC). De plus, la Corée du Sud a signé un accord de libre-échange avec l'Australie en avril 2014.

L'océan Indien : nouvelle priorité ?

Le Livre blanc sur la défense de mai 2013 marque à plusieurs égards un tournant dans la pensée stratégique australienne. Au cœur de cette transition se trouve l'innovation conceptuelle d'« Indo-Pacifique », notion géographique née du constat qu'il n'est plus possible de séparer les enjeux et intérêts des deux océans : « Un nouvel arc indo-pacifique est en train d'émerger, reliant l'océan Indien et l'océan Pacifique à travers l'Asie du Sud-Est¹⁴. » En liant les océans Indien et Pacifique dans un même ensemble, ce concept prend en compte les évolutions de l'économie mondiale ainsi que la montée en puissance de la Chine et du sous-continent indien. Il permet une mise en rapport des ambitions croissantes des deux géants, aux niveaux économique et politique. Plus encore, il capitalise sur l'image du « corridor énergétique » qui relie le Moyen-Orient aux marchés asiatiques, donnant à la protection des voies maritimes une nouvelle importance pour la sécurité et la prospérité de l'Australie, et plus largement de la région.

Ainsi les îles australiennes de l'océan Indien, telles Christmas et Cocos, pourraient-elles voir une présence militaire accrue dans les années à venir, visant à un meilleur contrôle des voies de communication et donc la défense d'intérêts économiques majeurs, la plus grande part des réserves de matières premières (gaz, charbon) *onshore* et *offshore* (North West Shelf) se trouvant dans les États de l'Australie occidentale et des Territoires du Nord. En outre, l'Australie, qui ne veut pas être uniquement dépendante de la

13. « J. Bishop Supports Japan on Defence », *The Australian*, 16 octobre 2013.

14. *Strong and Secure*, op. cit.

Chine, cherche de nouveaux marchés d'exportation. Au-delà du rapprochement opéré avec l'Indonésie et le reste des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) – Vietnam, Singapour, Malaisie, Philippines et Thaïlande principalement –, l'Australie s'intéresse donc à l'Inde. Le rapprochement entre Canberra et New Delhi a longtemps été freiné par le refus australien de vendre de l'uranium à une Inde non signataire du Traité de non-prolifération nucléaire. Les deux pays sont membres de multiples organisations régionales – ASEAN Regional Forum, ASEAN Defense Ministers' Meeting (ADMM-Plus), Indian Ocean Rim Association (IORA)¹⁵, etc. –, ont des intérêts communs dont la sécurité des routes maritimes, la lutte contre la piraterie ou le développement de leur relation économique, et partagent une certaine méfiance envers la Chine. L'Australie exporte déjà du gaz et de nombreuses matières premières (charbon, cuivre, or) vers l'Inde. Enfin, l'intérêt pour l'océan Indien est aussi sans doute lié aux revendications territoriales de Canberra en Antarctique¹⁶.

La nouvelle donne géostratégique fait du positionnement géographique du pays un atout plus qu'une faiblesse, renversant l'un des fondamentaux de la pensée stratégique australienne. Plus que *down under*, l'Australie se retrouve au milieu de la scène géostratégique régionale, une nécessité pour conduire sa diplomatie de puissance moyenne.

Dans un monde en pleine mutation, l'Australie a saisi l'importance de renforcer ses relations régionales en diversifiant et multipliant ses options. La coopération avec les autres puissances moyennes est à cet égard une option intéressante. Pour Andrew Cooper, « dans une situation de coalitions changeantes et en expansion, les pays ayant des ressources réseau-centrées

Soft power et stratégies réseau-centrées

et de *soft power* sont privilégiés, de par leur capacité à identifier et construire les coalitions adéquates. Un pays ayant une puissance réseau-centrée bénéficie de davantage d'informations, d'outils de communication et de réseaux humains, qui lui permettent de réunir plus aisément des coalitions à succès. Le *soft power* permet donc à la fois de produire des messages, des initiatives et des innovations adaptés, et de gagner la confiance des États partenaires¹⁷. » C'est dans ce cadre que doit se comprendre l'intérêt accru, ces dernières années, pour l'environnement proche du pays, l'accent mis sur certaines relations bilatérales prioritaires

15. Cette organisation régionale, créée en 1997, regroupe 20 États bordant l'océan Indien (NDLR).

16. E. Fagarty, « Antarctica: Assessing and Protecting Australia's National Interests », Lowy Institute, *Policy Brief*, août 2011.

17. A. Cooper, « Middle Power Leadership and the Evolution of the G20 », *Global Summitry Journal*, vol. 1, n° 1, 2013, p. 10.

avec l'Inde, l'Indonésie, le Japon et la Corée du Sud, ainsi que le développement de liens avec des pays comme le Vietnam ou le Myanmar.

Évolutions doctrinales et capacitaires des *Australia Defence Forces*

Pour pouvoir garder ce rôle actif et diversifié sur la scène internationale, l'Australie continue, parallèlement, à investir dans sa défense. Les forces armées australiennes sont modernes, professionnelles, composées de près de 57 000 hommes, et disposaient en 2012 d'un budget de 26,2 milliards de dollars américains – ces dépenses militaires plaçant l'Australie au 13^e rang mondial. Le rôle de ces forces a récemment évolué vers une plus grande autonomie et une meilleure adéquation aux défis posés par les changements économiques, stratégiques et militaires de la région. L'Australie insiste ainsi sur le développement des capacités de la Marine. Le gouvernement veut remplacer les six sous-marins de classe *Collins* dont disposent aujourd'hui ses forces armées par au moins 12 nouveaux sous-marins. Les frégates de classe *Perry* (les *Adelaide*), pourtant modernisées dans les années 2000, seront remplacées par des destroyers de classe *Hobart*, actuellement en construction sur le type de la frégate *Álvaro de Bazán* (F-100) de l'espagnol Navantia. La construction de deux *Landing Helicopter Docks* de classe *Canberra*, inspirés du *Juan Carlos* espagnol est également confirmée. Les différents programmes de modernisation vont tous dans le sens d'un développement des capacités de projection de force et d'une présence en mer réaffirmée. Cette montée en puissance qualitative de la flotte s'accompagne d'un plan d'acquisition de 72 avions de chasse F-35 au profit de l'armée de l'Air, et du remplacement de certains matériels de l'armée de Terre.

Il faut enfin mentionner que l'Australie est très active sur divers théâtres militaires, en particulier auprès de son allié américain. Elle a ainsi déployé 2 000 hommes en Irak (2003 et 2009) et 1 500 en Afghanistan (2001-2013). Aujourd'hui, alors que des dizaines de ses citoyens ont rejoint la Syrie et l'Irak, et qu'elle a déjoué plusieurs attentats terroristes projetés par des djihadistes du groupe État islamique en septembre 2014, l'Australie participe également à la coalition contre ce groupe avec 600 hommes (dont 200 des forces spéciales) et huit avions de chasse F-18.

Mais comme pour tout choix de politique étrangère le débat est ouvert dans le pays: doit-il continuer à avoir une politique de *forward defence* (défense avancée, correspondant souvent aux intérêts des États-Unis) ou privilégier la *defence self-reliance* (défense des intérêts stricts de l'Australie)? La voie choisie a naturellement des conséquences sur l'achat des matériels militaires, sur les doctrines et sur les priorités des diverses missions. Actuellement, Canberra semble privilégier un mixte des deux stratégies.

La stratégie du dauphin

Les politiques étrangères et de sécurité des puissances moyennes sont naturellement conditionnées par la structure du système international. Leur marge d'autonomie dépend de la configuration de ce dernier. Si pendant la guerre froide, leur rôle apparaissait limité (avec un monde bipolaire et des alliances étroites), dans un monde en transition (instable, avec des systèmes d'alliances souples), la conjoncture semble leur être plus favorable. Ainsi que le mentionnait Cooper, le rôle d'une puissance moyenne est dynamique plutôt que statique et doit être « repensé continuellement, en fonction de l'état évolutif du système international¹⁸ ».

Dans ce contexte et à travers l'évolution du rapport de l'Australie à sa géographie, aux grandes puissances, à son voisinage proche ou plus lointain (océan Indien) et à son outil militaire, se dégage une « stratégie du dauphin ». Dans leur livre de 1988, Dudley Lynch et Paul Kordis utilisaient déjà comme métaphore un requin, une carpe et un dauphin pour décrire le monde des affaires, expliquant qu'un comportement comme celui du dauphin peut aider à développer un ensemble de compétences différentes de celles des requins – trop sûrs d'eux et comptant sur leur force –, ou des carpes – victimes éternelles¹⁹. Ils écrivaient ainsi : « Le comportement des dauphins autour des requins est légendaire [...]. Leur intelligence et leur ruse les rendent mortels pour les requins. Les mordre jusqu'à la mort ? Certainement pas. Les dauphins encerclent et frappent encore et encore. Utilisant leurs nez bulbeux comme des gourdins amphibies, ils écrasent méthodiquement la "cage thoracique" du requin jusqu'à ce que la créature meurtrière coule, impuissante, au fond²⁰. »

Pour reprendre la métaphore, l'Australie allie à un comportement « social » orienté vers la promotion de bonnes relations avec son voisinage et d'un rôle autoproclamé de médiateur entre grandes puissances, des atouts militaires propres et une capacité d'attaque « en meute » – en se positionnant comme pierre d'angle d'une possible coalition de puissances moyennes dans la région²¹ – facilitée par une communication efficace – avec la défense du multilatéralisme et une présence dans de multiples forums internationaux.

18. A. Cooper, *Niche Diplomacy: Middle Powers after the Cold War*, Basingstoke, Macmillan, 1997, p. 8.

19. D. Lynch et P. Kordis, *Strategy of the Dolphin: Scoring a Win in a Chaotic World*, New York, NY, Morrow, 1988.

20. *Ibid.*, p. 15.

21. R. Medcalf et R. Mohan, « Responding to Indo-Pacific Rivalry: Australia, India and Middle Power Coalitions », *Lowy Institute Analysis*, 8 août 2014.

Dauphin	Stratégie australienne
Sociabilité	Défense du <i>statu quo</i> Bonnes relations de voisinage Relations aux grandes puissances
Intelligence	Créativité conceptuelle (« arc indo-pacifique », diplomatie de puissance moyenne, etc.)
Rostre, nageoires et queue	Montée en gamme des forces armées
Capacité d'attaque « en meute »	Potentiel de construction de « coalitions de moyennes puissances »
Capacité de communication	Promotion d'un ordre régional basé sur des règles, et sur le multilatéralisme

Dans le monde animal, et malgré un rapport de force défavorable à première vue, le dauphin parvient souvent à défaire son prédateur. En relations internationales, c'est sur cette base que l'Australie semble défendre ses intérêts, de manière à la fois créative et complexe. Bien qu'ayant ses limites, la métaphore permet de mettre en évidence ce qui apparaît de plus en plus comme une « quête des potentialités » du pays dans un siècle Asie-Pacifique à la fois prometteur et menaçant.

L'Australie a bien conscience que le déplacement du centre de gravité du monde vers la région indo-pacifique lui offre de nouvelles opportunités géostratégiques. De surcroît, si par le passé cette Asie pouvait faire peur, elle est aujourd'hui une chance (économique) pour la survie de l'Australie et la défense de ses intérêts ; il s'ensuit logiquement une certaine émancipation par rapport à l'Occident. Ne pas avoir à choisir entre ses racines et sa géographie, sa sécurité et sa prospérité économique, voilà ce que souhaite l'Australie. C'est dans cette optique que Canberra adopte une stratégie multivectorielle. *Primo*, le pays assume ses responsabilités en tant que leader régional. *Secundo*, il favorise le maintien du *statu quo* en affirmant son soutien à la puissance dominante du système international (*bandwagoning*), tout en approfondissant ses liens avec la Chine. *Tertio*, dans la logique des diplomaties des puissances moyennes traditionnelles, il se positionne comme intermédiaire ou médiateur. Enfin, il s'assure d'un rapprochement avec d'autres puissances moyennes (Indonésie, Japon, Inde, Corée du Sud), afin de se garantir une certaine autonomie par rapport aux deux grands.

Ce positionnement hybride australien n'est pas unique. Il recouvre, au moins en partie, la logique de *hedging*²² qui guide la plupart des pays de la

22. E. Medeiros, « Strategic Hedging and the Future of Asia-Pacific Stability », *Washington Quarterly*, vol. 29, n° 1, 2005-2006, p. 145-167.

région dans leurs relations internationales, à savoir la conduite simultanée par un État, dans son action extérieure, de politiques réalistes (renforcement militaire, alliances) et de politiques plus libérales de coopération régionale, voire d'intégration. L'histoire particulière de l'Australie, sa position, ses traditions stratégiques et ses clivages politiques confèrent à ce positionnement un caractère et une portée uniques. Dans une certaine mesure, cette posture relève d'une stratégie du faible au fort qui implique un positionnement constructif sur la scène internationale (aspect libéral), avec une réserve de force et la garantie qu'apporte l'alliance avec la grande puissance actuelle (aspect réaliste). L'articulation de ces deux aspects relève d'une « diplomatie créative de puissance moyenne²³ », concept développé tant par la communauté académique que par les décideurs australiens.



Mots clés

Australie
Asie
Océan Indien
Sécurité

23. W. Tow et R. Rigby, «China's Pragmatic Security Policy: The Middle-Power Factor», *The China Journal*, n° 65, janvier 2011, p. 164.